

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**

**Ouvriers**

**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

AVENANT N° 20 DU 15 SEPTEMBRE 2006  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS  
(BOURGOGNE)

NOR : ASET0750051M

IDCC : 1596

Entre :

La fédération française du bâtiment de Bourgogne ;

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment  
(CAPEB) Bourgogne,

D'une part, et

La CGT-FO ;

L'union régionale construction et bois Bourgogne CFDT ;

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du titre VIII, chapitre I<sup>er</sup>, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Bourgogne applicables à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

## Article 2

Pour la région Bourgogne, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article 8.18 de la convention collective nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

*(En euros.)*

ZONE	INDEMNITÉ de frais de transport	INDEMNITÉ DE TRAJET
Zone 1 A (0 à 5 kilomètres)	0,48	0,46
Zone 1 B (5 à 10 kilomètres)	1,42	1,36
Zone 2 (10 à 20 kilomètres)	2,14	2,45
Zone 3 (20 à 30 kilomètres)	3,55	3,70
Zone 4 (30 à 40 kilomètres)	4,99	5,19
Zone 5 (40 à 50 kilomètres)	6,45	6,13

L'indemnité de repas est fixée à 8,30 €, applicable conformément aux modalités prévues dans l'article 8.15 de la convention collective des entreprises de moins de 10 salariés.

## Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail, de l'emploi et de la cohésion sociale et du logement et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dijon.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Fait à Dijon, le 15 septembre 2006.

*(Suivent les signatures.)*